

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

(CCAP du 19 mai 2025)

L'Acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère chargé des transports
Direction Interdépartementale des Routes Sud-Ouest

Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes du Sud-Ouest par délégation
de Monsieur le Préfet de la région Occitanie donnée par arrêté préfectoral du 30
janvier 2023

Objet du marché

Accord-cadre portant sur l'entretien du patrimoine arboré sur le réseau routier
national de la DIR SUD-OUEST

Le présent CCAP comporte ____ annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1-1. Objet du marché et Normes.....	5
1-2. Intervenants et forme des notifications.....	6
1-2.1. Maîtrise d'œuvre.....	6
1-2.2 Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché.....	6
1-2.4. Formes des notifications.....	6
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	8
1-4. Passation des commandes.....	8
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	8
1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	9
1-6.1 Obligation de confidentialité.....	9
1-6.2 RGPD (Règlement général sur la protection des données).....	9
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	9
1-8. Dispositions générales.....	9
1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	10
1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	10
1-8.3. Responsabilité et assurances.....	12
1-8.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	12
1-8.5. Réalisation de prestations similaires.....	12
1-8.6. Clauses sociales et environnementales.....	13
1-9. Ordres de service.....	13
ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	13
ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES...	14
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	14
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	14
3-2.1. Contenu des prix.....	14
3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.....	14
3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché.....	14
3-2.4. Modalités de transmission et de paiement.....	14

3-3. Variation dans les prix.....	15
3-3.1. Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.....	15
3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché.....	15
3-3.3. Choix de l'index de référence.....	15
3-3.4. Modalités de révision des prix.....	15
3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	16
3-4. Paiement direct des sous-traitants.....	16
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	17
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	17
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	17
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	17
4-3.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	17
4-3.2. Rendez-vous de chantier.....	17
4-3.3. Pénalité pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés.....	17
4-3.4. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs.....	18
4-3.5. Pénalité pour non-respect des clauses de confidentialité.....	18
4-3.6. Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD.....	18
4-4. Autres pénalités diverses.....	18
4-4.1. Pénalités et retenues pour atteinte à l'environnement.....	18
4-4.2. Pénalité pour non-respect des mesures contre le chancre coloré.....	19
4-4.3. Pénalités pour non-respect de la clause ambrosies.....	19
4-4.4. Interventions urgentes.....	19
4-4.5. Pénalités pour non-respect de la signalisation temporaire des chantiers.....	19
4-4.6. Pénalités pour travail dissimulé.....	19
4-5. Interventions urgentes.....	20
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETE.....	20
5-1. Retenue de garantie.....	20
5-2. Avances.....	20
ARTICLE 6 : RÉALISATION A PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATIONS DES OUVRAGES.....	21
6-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	21
6-2. Autorisations d'interventions à proximité des réseaux (AIPR).....	21
6-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	21
6-4. Piquetage général.....	21
6-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	22
ARTICLE 7. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES PRESTATIONS	

	22
7-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	22
7-2. Échantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément.....	22
7-3. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	22
8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise et lieux de dépôt des déblais en excédent....	22
8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique.....	22
8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux.....	23
8-4.6. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux.....	23
8-4.7. Dégradations causées aux voies publiques.....	23
8-4.8 Registre de chantier.....	24
ARTICLE 8. CONTRÔLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.....	24
8-1. Réception.....	24
8-1.1. Réception des ouvrages.....	24
8-1.2. Réceptions partielles.....	24
8-2. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	24
8-2.1. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	24
8-2.2. Documents fournis après exécution.....	24
8-2.3. Délai de garantie.....	24
ARTICLE 9. RÉSILIATION.....	25
ARTICLE 10. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	26

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché et Normes

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

La présente consultation concerne la réalisation des prestations d'entretien du patrimoine arboré, sous ou hors circulation, sur l'ensemble du réseau routier national de la DIR Sud-Ouest.

Elles sont soumises aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le Code du Travail, articles R.4511-1 à 11, R.4512-1 à 16, R.4513-1 à 13, R.4514-1 à 10, R.4515-1 et 4 à 11.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

Lot 1 : CEI de Captieux

- RN524 dans les départements des Landes (40) et de la Gironde (33)

Lot 2 : CEI de Séméac

- RN21 dans le département des Hautes-Pyrénées (65)

Lot 3 : Toulouse (VSA) + CEI de Carbonne

- A64 dans le département de la Haute-Garonne (31) ;
- A620, A621, A623 et A624 dans le département de la Haute-Garonne (31) ;
- RN124 dans les départements de la Haute-Garonne (31) ;
- RN224 dans les départements de la Haute-Garonne (31)

Lot 4 : CEI de Chaum

- RN125 dans le département de la Haute-Garonne (31)

Lot 5 : District Sud hors CEI de Chaum

- RN20 dans les départements de l'Ariège (09) et des Pyrénées-Orientales (66) ;
- RN22 dans le département des Pyrénées-Orientales (66) et de l'Ariège (09) ;
- RN320 dans le département de l'Ariège (09) et des Pyrénées-Orientales (66)

Lot 6 : District Est

- RN112 dans le département du Tarn (81) ;
- RN126 dans le département du Tarn (81) ;
- A68 dans les départements de la Haute-Garonne (31) et du Tarn (81) ;
- RN88 dans les départements du Tarn (81) et de l'Aveyron (12) ;

Les prestations font l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-2, R.2162-5 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

La référence des normes applicables figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1-2. Intervenants et forme des notifications

1-2.1. Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est désigné dans chaque bon de commande. Il est chargé de la direction de l'exécution des contrats de travaux, du contrôle de leur conformité par rapport aux prescriptions du marché et de l'assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception.

1-2.2 Représentation de l'acheteur pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du titulaire :

1. Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception des communications du titulaire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
 - b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
 - c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 30 du CCAG).
2. Le chef de division pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
 - b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
 - c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
 - d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
 - e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 28 et 29 du CCAG).

1-2.4. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées

dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, l'acheteur procédera à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au titulaire ne mentionne pas de délai(s) celui-ci (eux-ci) commence(nt) à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par l'acheteur, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par l'acheteur.

Le destinataire devra adresser un courriel en retour, valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

En application de l'article 2 du CCAG, la date et l'heure de réception mentionnées sur le récépissé de transmission du courriel sont considérées comme celles de la notification. Dans le cas où le destinataire, n'accuserait pas réception de l'information, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

1-3. Point de départ du délai d'exécution

Le bon de commande précise les conditions d'exécution.

Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG dans le cas où le délai d'exécution du bon de

commande partirait de la date précisée dans la décision du RA pour commencer l'exécution de celui-ci.

1-4. Passation des commandes

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par le représentant de l'acheteur ou son délégataire.

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, du lundi 8 h. au vendredi 12 h, selon les modalités définies ci-dessous :

Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum d'une heure par renvoi en télécopie du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique à l'acheteur fera foi en cas de contestation.

Chaque bon de commande précise :

- L'emplacement des travaux ;
- Le lieu d'exécution et la zone géographique concernée ;
- Les coordonnées du district concerné par les travaux,
- La désignation des prestations ;
- Les délais d'intervention et d'exécution des travaux, notamment le recours au délai d'urgence ;
- Les modalités d'exécution des prestations : jour ouvré, nuit en semaine, week-end, jour férié ;
- Les conditions particulières relatives au programme d'exécution des travaux ;
- Les conditions d'exploitation sous chantier, notamment la prise en charge de la signalisation temporaire des travaux,
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires ;
- Le montant par catégorie de prestation ;
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC ;
- Les éventuelles mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), notamment le coordonnateur SPS désigné par le maître d'ouvrage,
- Les éventuels documents à fournir (hors dossier de récolement des travaux réalisés) après exécution ainsi que les modalités de leur remise ;
- La référence du marché.

L'acheteur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

1-5. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin homogène de services est alloti, les prestations sont réparties en 6 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot 1	CEI de Captieux
Lot 2	CEI de Séméac
Lot 3	Toulouse (VSA) et CEI de Carbonne
Lot 4	CEI de Chaum
Lot 5	District Sud hors CEI de Chaum
Lot 6	District Est

1-6. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-6.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4-3.9 du CCAP.

1-6.2 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et l'acheteur est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par l'acheteur ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter l'acheteur afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4-3.10 du présent CCAP.

1-7. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-8. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1-8.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur

rang, sur simple demande du représentant de l'acheteur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du représentant de l'acheteur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 44.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-8.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-8.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-

traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent §CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-8.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre à l'acheteur les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, l'acheteur, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 32.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-3.3 du présent CCAP.

1-8.3. Responsabilité et assurances

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- Dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- Dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations à l'acheteur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande de l'acheteur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-8.4. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement en cours de marché sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8.3. ci-dessus.

1-8.5. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-8.6. Clauses sociales et environnementales

1-8.6.1. Clauses sociales

Sans objet.

1-8.6.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n ° 16.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des

déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution des marchés comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Le CCTP décrit en ce sens une clause de gestion de l'Ambroisie ainsi qu'une clause de valorisation du bois issu des travaux sur le patrimoine arboré.

1-9. Ordres de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par le marché.

Les ordres de service sont notifiés par le représentant de l'acheteur, désigné lors de la notification du marché, au titulaire dans les conditions de l'article 3.8 du CCAG.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAP-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi complété (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021 (NOR : ECOM2106868A) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
- Le bordereau des prix ;
- Les bons de commandes

ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes

3-2.1. Contenu des prix

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

3-2.2. Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du RMO ou d'un avenant dans les conditions fixées aux articles 23.1, 23.2 et 23.3 du CCAG FCS.

3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché

3-2.3.2 Le montant des sommes dues sera établi sur la base de constats contradictoires entre le représentant du titulaire et le représentant de l'acheteur.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG.

Par dérogation aux dispositions de l'article 12.1.2 du CCAG-FCS, selon lesquelles chaque membre du groupement solidaire peut percevoir directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, en cas de groupement solidaire, le paiement est effectué uniquement sur **un compte unique ouvert au nom du mandataire.**

3-2.4. Modalités de transmission et de paiement

3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP.

Les informations nécessaires à la facturation seront transmises lors de la notification.

3-2-4.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par

la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

La variation des prix ne s'applique pas aux indemnités et aux pénalités.

Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.1. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de remise de l'offre par le titulaire pour chaque lot.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.2. Choix de l'index de référence

L'index de référence **I** choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet de **l'ensemble des lots** est :

EV4 : Travaux d'entretien d'espaces verts

Il est publié sur le site internet de l'INSEE.

3-3.3. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de remise de l'offre;

I_n = Valeur de l'index de référence **I** prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-3.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par l'acheteur du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par l'acheteur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par l'acheteur. L'acheteur règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

3-4. Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP complétées par les stipulations suivantes :

1. Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir à l'acheteur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
2. Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 25 % du bon de commande.

4-1. Durée du marché et délais d'exécution

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, toutes les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre, sans procédure contradictoire préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des prestations une pénalité journalière de 200 €.

4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

4-3.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

En cas de non remise en état des lieux en fin de chantier, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000€

4-3.2. Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'oeuvre. En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 100 € par réunion.

4-3.3. Pénalité pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article 1-8.2, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire d'un montant de 1 000 € pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté.

4-3.4. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs

En cas de non-respect par le titulaire des prescriptions de l'article III.3. du CCTP, une pénalité journalière de 1 000 € est appliquée, après constatation par le chef de l'entreprise utilisatrice ou son représentant habilité et sans mise en demeure préalable, tant que le titulaire ne remplit pas ses obligations.

4-3.5. Pénalité pour non-respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-6 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €.

4-3.6. Pénalité pour non-respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €.

4-4. Autres pénalités diverses

4-4.1. Pénalités et retenues pour atteinte à l'environnement

Les pénalités pour atteinte à l'environnement sont déclinées en trois catégories :

1. Les infractions de comportement et toute autre action sans conséquence sur l'environnement ;
 2. Les atteintes à l'environnement ou dégradations réparables ;
 3. Les dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes
-
1. Les infractions de comportement et toute autre action sans conséquence sur l'environnement :
 - Non-respect des législations sur l'environnement (eau, air, bruit, déchets),
 - Non-respect de la législation pour le brûlage des produits de déboisage et de dessouchage,

- Manquement aux prescriptions du dossier de propreté de chantier,
- Mauvaise organisation et application du tri sélectif des déchets sur le chantier,
- Non-remise des bordereaux de suivi des déchets de chantier (absence de traçabilité),

La pénalité forfaitaire encourue est de 1 000 € par cas constaté.

2. Les atteintes à l'environnement ou dégradations réparables :

- Pénétration des engins dans des zones interdites et non-respect des limites d'emprises préservées,
- Coupes de végétaux en dehors des secteurs autorisés, sans autorisation écrite du maître d'œuvre,
- Mélange de déchets souillés, infectés ou dangereux,
- Feux non déclarés, non autorisés,
- Enfouissement de déchets de chantier de quelques natures que ce soit,
- Dépôts « sauvages » ou non des déchets de chantier dans des lieux non réglementaires et/ou non agréés, quelle que soit la nature des déchets,
- Non-respect des prescriptions des arrêtés et autorisations de la législation des transports et notamment transport des déchets de chantier DANGEREUX par une entreprise non agréée.

La pénalité forfaitaire encourue est de 3 000 € par cas d'atteinte constaté.

3. Les dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes :

- Destruction d'une station de plante protégée ou d'une espèce animale protégée,
- Déboisement pendant les périodes de reproduction des oiseaux protégés,
- Destruction de milieux, de frayères,
- Usage de produits phytosanitaires non autorisés ou interdits.
-

La pénalité forfaitaire encourue est de 10 000 € par cas constaté.

L'entrepreneur informe dans les plus brefs délais le Maître d'oeuvre et le Maître d'Ouvrage de tout dommage causé à l'environnement pendant l'exécution du marché. Il informe également l'autorité compétente en cas d'atteinte aux milieux (en particulier la police de l'eau en cas de pollution des eaux superficielles ou souterraines).

L'entrepreneur remédie à ses frais et risques et dans les plus brefs délais à toutes les atteintes ou dégradations portées à l'environnement en cours d'exécution du marché. Le Maître d'Ouvrage suspend les paiements jusqu'à détermination du montant nécessaire à la réparation du dommage causé à l'environnement et à l'indemnisation éventuelle des tiers. Les dispositions du présent article n'atténuent en rien la responsabilité civile et pénale de l'entrepreneur.

4-4.2. Pénalité pour non-respect des mesures contre le chancre coloré

En cas de non-respect des mesures contre le chancre coloré, le titulaire encourt une pénalité de 1000 € par arbre.

4-4.3. Pénalités pour non-respect de la clause ambrosies

En cas de non-respect de la clause ambrosies sur un chantier où elle s'applique, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à 2 000 €.

4-4.4. Interventions urgentes

En cas de non-respect du délai d'intervention maximal fixé à l'article 4-5 du présent CCAP pour les interventions urgentes, le titulaire encourt une pénalité journalière de 500 €.

4-4.5. Pénalités pour non-respect de la signalisation temporaire des chantiers

Tout manquement aux règlements en vigueur relatifs à la signalisation, de jour comme de nuit, même pour un seul dispositif de signalisation, constaté par le maître d'œuvre ou son représentant, entraînera une pénalité journalière de 500 €.

4-4.6. Pénalités pour travail dissimulé

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, une pénalité journalière de 5 000 € pourra être infligée à l'entreprise qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à 8221-5 du Code du travail.

Le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 25 % du montant du bon de commande et ne peut dépasser 45 000 €.

À défaut de correction des irrégularités dans un délai de 2 mois, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit soit d'appliquer ces pénalités, soit de résilier le marché sans indemnité aux frais et risques de l'entrepreneur.

4-5. Interventions urgentes

Les interventions urgentes seront effectuées sur simple appel téléphonique, courriel de l'une des personnes, habilitées à signer les commandes visées à l'article 1 du présent CCAP, à l'une des personnes désignées à l'article 3-2 de l'acte d'engagement et confirmé par bon(s) de commande. Les interventions sont effectuées dans le délai maximal de 6 heures.

Le délai commence à courir à partir de la commande par téléphone ou courriel.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETE

5-1. Retenue de garantie

Sans objet.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG.

Sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, une avance est accordée au titulaire. Elle n'est due que sur la base du montant des bons de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 30 % du montant initial TTC du bon de commande du lot. Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du bon de commande du lot.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande du lot atteint 65 % du montant initial TTC du bon de commande du lot.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RMO. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6 : RÉALISATION A PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATIONS DES OUVRAGES

6-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerá avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

6-2. Autorisations d'interventions à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

6-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit tenir compte des résultats des investigations complémentaires pour la réalisation des travaux.

6-4. Piquetage général

S'il y a lieu et avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre.

6-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

S'il y a lieu, le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

ARTICLE 7. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES PRESTATIONS

7-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Les conditions particulières relatives au programme d'exécution des travaux seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

Les mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS) seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

7-2. Échantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

7-3. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

7-4. Installation des chantiers de l'entreprise et lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

7-5. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Les prescriptions ci-après s'appliquent à toutes les prestations demandées dans le cadre du présent marché et pourront être adaptées pour les prestations réalisées en urgence.

La charge de la signalisation temporaire (y compris sa maintenance) sera précisée dans le bon de commande :

- La signalisation des chantiers sur les routes à chaussées séparées (2x2 voies, 2x3 voies) est par défaut assurée par les services de la DIR Sud-Ouest (district assurant la gestion du réseau routier concerné par le chantier, mentionné dans le bon de commande). En cas d'impossibilité de la DIR Sud-Ouest, la signalisation est à la charge de l'entreprise, sous le contrôle de la DIR Sud-Ouest,
- La signalisation des chantiers sur les routes bidirectionnelles est à la charge de l'entreprise, sous le contrôle de la DIR Sud-Ouest.

La signalisation temporaire sera conforme aux prescriptions du CCTP.

Au plus tard 48 heures avant le démarrage d'un chantier, l'entrepreneur devra obtenir auprès du maître d'œuvre les autorisations nécessaires à la réalisation des travaux (restriction de circulation validant notamment le schéma de signalisation proposé par l'entreprise, autorisation de circuler à pied sur le réseau routier...). Pour cela, le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Toute mise en place de signalisation et toute adaptation de cette dernière doit être précédée par l'établissement par le titulaire :

- D'un plan de signalisation (sur lequel seront matérialisés tous les dispositifs de signalisation) à soumettre au visa du maître d'œuvre,

- D'une note présentant clairement la signalisation et justifiant sa mise en place.

L'attention du titulaire est appelée sur le fait qu'au cas où un arrêté de signalisation serait nécessaire (ce qui est en particulier le cas dès lors que les dispositifs de signalisation sont à implanter en rive de voies ouvertes à la circulation publique), le délai prévisible entre le visa du plan de signalisation et la signature de l'arrêté est d'environ un mois.

L'entreprise est tenue d'informer le maître d'œuvre dès que certaines adaptations aux conditions initiales doivent être faites pour les besoins du chantier et attendre son visa avant de les mettre en œuvre.

Pour chaque chantier et pour chacun des éléments de signalisation, le titulaire est tenu d'avoir en permanence en réserve tous les équipements de signalisation qui lui permettent de maintenir en permanence la sécurité du chantier et de ses abords.

Toutes ces dispositions, énoncées à titre indicatif, ne sont pas exhaustives.

7-6. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

7-7. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux

L'emploi des explosifs est interdit.

7-8. Dégradations causées aux voies publiques

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

7-9. Registre de chantier

Sans objet.

ARTICLE 8. CONTRÔLES ET RECEPTIONS DES PRESTATIONS

8-1. Constatation de l'exécution des prestations

8-1.1. Vérification et réception des prestations

Les prestations faisant l'objet du bon de commande sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché et de la commande effectuée. Elles sont effectuées sur place, par le chef de CEI concerné par l'intervention ou son représentant délégué.

Le constat du service fait sera rédigé par le chef de district, son adjoint, le chef du CEI ou son représentant délégué.

8-1.2. Admission des prestations

L'admission des prestations se fera en application de l'article 30 du CCAG. Une admission est effectuée à l'issue de chaque commande.

ARTICLE 9. RÉSILIATION

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG. L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG. La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

ARTICLE 10. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

CCAP 1-3	Déroge à l'article	13.1.2 du CCAG
CCAP 1-8.3.	Déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCAP 2	Déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-2.3	Déroge à l'article	12.1.2 du CCAG
CCAP 4	Déroge aux articles	14.1.3 et 14.1.2 du CCAG
CCAP 4-2	Déroge à l'article	14.1.1 du CCAG